

**III**  
**AGRICULTURE ET DÉVELOPPEMENT**  
**SOCIO-ÉCONOMIQUE**



## INTRODUCTION

*An Ansoms*

Les chapitres précédents ont soulevé deux problématiques fondamentales : dans quelle mesure le contexte politique et sécuritaire et les transformations économiques – dont l’exploitation des ressources naturelles – ont-ils un impact sur les conditions sociales des populations congolaises, parmi lesquelles les paysans, qui en constituent la plus grande partie. Les contributions au sein de cette troisième partie posent concrètement cette question sociale à partir de thématiques liées à l’agriculture et au développement socio-économique.

Tout d’abord, dans son texte « Le développement rural : réalités, enjeux et pistes d’actions », Grégoire Ngalamulume Tshieue évoque la situation près de 40 ans après la création du ministère du Développement rural. Il expose les différents enjeux et les défis auxquels sont confrontées les campagnes congolaises. Il analyse les multiples contraintes liées au développement rural et met en exergue les réponses qui y ont été apportées par les pouvoirs publics et les partenaires au développement. L’auteur essaie enfin de démontrer que les approches d’intervention utilisées jusqu’à présent n’ont pas facilité la création d’une capacité rurale d’action susceptible de répondre aux problèmes des communautés rurales et à leurs demandes de développement. Il démontre que les mécanismes de gouvernance n’ont pas permis l’éclosion d’un développement rural durable, parce qu’elles présentent un déficit à la fois politique, social, économique et environnemental qu’il importe de compenser, à partir de quelques pistes d’action envisageables.

Le chapitre suivant aborde le même sujet, mais cette fois-ci à partir de la question foncière : « Zones économiques spéciales : vers l’accaparement des terres ? Perceptions des paysans du site pilote de Maluku ». Joel Baraka, Aymar Nyenyezi Bisoka et An Ansoms commencent par y analyser les liens entre les ZES et l’industrialisation considérée comme vecteur de modernité. L’argument central vise à montrer que ces zones économiques spéciales impliquent l’accaparement du sol dans la mesure où des expropriations limitent l’accès des paysans à la terre en renforçant le contrôle des entreprises sur celle-ci. Les auteurs insistent sur le fait que ce risque est à prendre sérieusement en compte au-delà des bénéfices que pourraient ou non apporter les ZES. Ils étudient le cas de la ZES pilote de Maluku et le défi d’accaparement des terres qu’il a posé. Dans leur conclusion, ils tentent

de définir des remédiations aux critiques formulées en termes de politiques publiques qui tiendraient compte des intérêts des acteurs locaux.

Dans leur texte « Quel avenir pour les ménages maraîchers ? », Claudine Dumbi, Benoît Lallau et Alphonse Roger Ntoto M'vubu reviennent sur les conditions dans lesquelles les maraîchers de Kinshasa et de Mbanza-Ngungu exercent leur activité et les risques liés à l'insécurité foncière, à la commercialisation et à la production auxquels ils sont confrontés. Ils expliquent comment tous ces facteurs suscitent des questionnements sur les moyens d'existence et sur l'avenir des maraîchers de Kinshasa. Ceux-ci sont victimes de menaces de la part des chefs coutumiers et des militaires dans les sites où ils travaillent ; ils continuent, malgré tout, leurs activités tout en étant conscients de leur exposition aux menaces d'expulsion, de vol, etc. Les auteurs démontrent que cette persistance des maraîchers dans l'exercice de leur activité, nonobstant tous les dangers auxquels ils font face, prouve à bien des égards que celle-ci est importante et constitue une source de revenus pour les nombreux ménages étudiés dans l'enquête effectuée. L'insécurité foncière est un risque qui rend l'avenir du secteur maraîcher incertain.

Enfin, dans le dernier chapitre, Maïté le Polain et Marthe Nyssens développent « Les logiques socio-économiques sous-jacentes aux stratégies de protection des acteurs populaires au Sud-Kivu ». Les résultats de cette étude sont issus d'une enquête exploratoire, réalisée en juin 2011 dans l'Est du Congo, complétés par les données de deux recherches de terrain ultérieures effectuées en 2013 et 2014. Les auteurs décrivent tout d'abord la variété des stratégies mobilisées par les acteurs populaires en réponse à un choc économique. Ils analysent ensuite les logiques socio-économiques qui sous-tendent ces diverses stratégies en s'appuyant sur les principes d'intégration économique de Karl Polanyi. Le travail de Maïté le Polain et Marthe Nyssens met en lumière la pluralité des logiques socio-économiques et la prédominance des principes de réciprocité et d'administration domestique. Ces résultats invitent à repenser les stratégies publiques et de développement qui cherchent à améliorer la protection économique des populations les plus vulnérables en tenant compte de l'importance de ces logiques socio-économiques dans les stratégies actuelles.